

Le gouvernement ne se préoccupe pas des régions éloignées du Canada. Il est prêt à les abandonner dans le seul but de gagner des sièges dans le centre du pays. C'est tout ce qu'il veut. On n'a qu'à regarder les résultats des dernières élections pour voir à quel point la position du gouvernement est précaire; le gouvernement a remporté à peine la moitié des sièges en Ontario. En fait, notre parti s'est très bien placé dans cette province. Le fait que tant de députés libéraux ont été élus dans l'est de l'Ontario prouve que le gouvernement n'a même pas réussi à vendre sa vision du Canada dans plusieurs régions de l'Ontario. Je sais que la situation est différente au Québec, mais je suis certain que cela changera aux prochaines élections.

Ce rapport du Conseil économique n'a peut-être pas eu toute la publicité qu'il aurait pu avoir lorsqu'il a été déposé. C'est peut-être pour cette raison que nous n'en avons pas beaucoup entendu parler. Le ministre des Finances n'en a pas beaucoup parlé, mais il a suscité l'intérêt d'autres groupes, dont la Fédération canadienne des petites entreprises.

Dans le mémoire qu'elle a présenté au ministre des Finances avant le dépôt du budget et qui, bien sûr, a dû lui être envoyé puisqu'il n'a pas voulu recevoir ses représentants, la Fédération recommandait vivement au ministre d'examiner le rapport du Conseil économique et d'adopter les recommandations qu'il contenait.

D'autres groupes ont proposé la même chose au ministre des Finances et demandé au gouvernement de supprimer les réductions qui risquaient de nuire aux régions du Canada. Néanmoins, le gouvernement a continué de faire ce qu'il voulait, de ne pas tenir compte de l'avis du Conseil économique et de choisir plutôt de n'en faire qu'à sa tête, de sorte que nous risquons de nous retrouver avec un déficit national énorme pendant le reste du mandat de ce gouvernement et pendant de nombreuses années à venir. Le ministre d'État chargé des Finances peut nous fournir, j'en suis sûr, les prévisions du déficit que le ministre a établies pour les années en venir. Si les Canadiens prennent les chiffres du ministre pour argent comptant, du moins les prévisions du déficit d'ici cinq ans—et je suppose qu'il sera de l'ordre de 14 ou 15 milliards de dollars—il faudrait le doubler. Tel a certes été le cas pour les chiffres que le gouvernement actuel nous a déjà donnés.

Initiatives ministérielles

• (1700)

Le ministre des Finances nous a annoncé dans son budget en 1985 que le déficit pour cette année serait inférieur à 15 milliards. Or, nous savons en fait qu'il sera supérieur à 30 milliards. Les projections du ministre sont constamment erronées et nous devrions les doubler quand nous les entendons, du moins après quelques années.

Une autre chose qui serait utile, c'est de consulter un document du gouvernement, *Une nouvelle direction pour le Canada; Un programme de renouveau économique*. C'est le document qu'il a déposé à la Chambre des communes le 8 novembre 1984. Cela devait être le formidable nouvel énoncé de politique expliquant les choses merveilleuses qui allaient arriver aux Canadiens durant les cinq années suivantes de mauvaise gestion conservatrice. Il dénonçait certes certaines faiblesses dans l'administration publique.

Je me réjouis de voir que le ministre des Transports s'est joint à nous. Il possède, je le sais, une connaissance immense du contrôle des dépenses publiques. Je suis persuadé qu'il réduira l'an prochain les dépenses du ministère des Transports en diminuant les traitements excessifs payés aux cadres supérieurs du Canadien National. Après avoir abandonné des liaisons ferroviaires au Canada, supposément pour réduire les subventions de l'État, le gouvernement ramasse maintenant les subventions supplémentaires et les empoche.

Ces paiements ne devraient pas être permis. Le gouvernement devrait annuler ces hausses de traitement. Voilà où va l'argent. Où vont les bénéficiaires? Ils vont dans les poches des administrateurs sous forme d'honoraires accrus. Cela ne devrait pas se produire. Le gouvernement dit qu'il a besoin d'argent pour les chemins de fer. Il a fermé tout un tas de liaisons ferroviaires de VIA Rail et il va maintenant récompenser ses hommes de main. C'est injuste.

Le président suppléant (M. Paproski): Questions ou observations? Je donne la parole au député d'Ontario pour poursuivre le débat.

M. René Soetens (Ontario): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de participer à ce débat. Je me dois cependant de vous exprimer mes condoléances. De 16 heures à 19 heures, je viens à la Chambre défendre les intérêts de mon parti, à l'instar de beaucoup de mes collègues. Nous devons écouter discours après discours. Je viens tout juste d'écouter un discours de vingt minutes.